



Déclaration préalable de la FSU au CTSD du 16 novembre 2021

Madame la Directrice, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Puisqu'il est l'heure de faire un bilan de la rentrée, les faits sont là : les personnels sont épuisés, animés d'une colère sourde face à la dégradation de leurs conditions de travail, pleins d'amertume face à l'impossibilité de s'attaquer réellement au creusement des inégalités qu'ils constatent au quotidien.

Dans le 1^{er} degré, comme dans le 2nd degré, la rentrée est déjà sous tension, car il manque partout des enseignant·es. Le recours aux enseignant·es contractuel·les se banalise et touche tous les départements pour le 1^{er} degré, et il s'accroît dans le 2nd degré. Ce recrutement de personnels non-formés déstabilise et affaiblit le service public d'éducation. Chaque fois que possible, la FSU demande le recrutement immédiat des reçu·es aux concours sur les listes complémentaires, jusqu'à épuisement de ces listes.

Entre la réalité que vivent les personnels au quotidien et ce qui est décrit par le Ministre dans des exercices médiatiques télévisuels ou littéraires, le fossé s'est creusé, la rupture est bien réelle. Inégalités, réussite des élèves, revalorisation des personnels, crise sanitaire, toutes ces questions doivent être traitées sérieusement et non plus uniquement guidées par des effets de manche médiatiques.

Revenons rapidement sur les suspicions et les propos menaçants du Ministre à l'endroit des enseignant·es qui ne transmettraient pas les valeurs de la République, ce n'est pas entendable ! Ils sont même indignes de sa fonction ! Comment un ministre de la République peut-il s'abaisser à de si basses manœuvres, en particulier en instrumentalisant une nouvelle fois la laïcité dont il fait un outil de division plutôt que de concorde ?

Le piège est grossier, le tuyau bien connu et ne parviendra pas à masquer les échecs de sa politique éducative :

- Payer les AESH en dessous du seuil de pauvreté, est-ce digne des valeurs de la République ?
- Affaiblir le service public en supprimant des milliers de postes, est-ce digne des valeurs de la République ?
- Saccager pour la seconde fois la formation de celles et ceux dont la mission est de former des citoyennes et citoyens libres et éclairé·es, est-ce digne des valeurs de la République ?

La FSU rappelle que c'est en reconnaissant aux fonctionnaires leur qualité de citoyen·ne qu'on leur permet de faire vivre et de transmettre les valeurs de la République.

La FSU reste opposée à grand nombre d'orientations du Grenelle, notamment sur les déroulés de carrières et les contreparties en termes de nouvelles missions dénaturant les métiers. La création d'emploi fonctionnel pour certaines directions d'écoles comme les 50 « écoles laboratoires » de Marseille bouleverseraient profondément le fonctionnement de l'École et n'amélioreraient aucunement les conditions d'apprentissage pour les élèves ou les conditions de travail des personnels. La FSU s'oppose à cette volonté de déréguler le fonctionnement de l'école publique.

Au même moment, le débat parlementaire sur la loi Rilhac a eu lieu. La création d'une autorité fonctionnelle n'est qu'une étape vers la création d'un statut spécifique, et loin d'être seulement fonctionnelle, c'est en fait une véritable hiérarchie qui risque de s'installer dans l'école. À l'inverse, il faudrait comme l'écrit le chercheur Frédéric Grimaud, « retrouver du collectif dans un métier qui se fait terriblement seul face à une administration enfermée dans ses logiques managériales dont on connaît les effets dévastateurs sur la qualité du travail et donc sur la santé de ceux qui le font ».

En cette rentrée, la FSU réaffirme haut et fort sa revendication que soit mis en place un plan d'urgence pour l'Éducation. La période qui s'ouvre, dans le contexte de campagne pour l'élection présidentielle qui vient, doit être l'occasion de mettre dans le débat public toutes les questions relatives au service public d'éducation, à ses métiers et à ses personnels, pour montrer qu'il existe d'autres choix. Les enjeux majeurs sont que l'école renoue avec la démocratisation de la maternelle au lycée, que l'enseignement professionnel ne soit pas abandonné aux intérêts particuliers des branches professionnelles, que l'élévation du niveau de qualification de l'ensemble de la population et la réussite de tous les jeunes soient les premiers objectifs du pays.

Au niveau local :

Concernant les documents reçus, nous aimerions avoir un réel bilan des mesures de carte scolaire prises pour la préparation de cette rentrée 2021 et pas seulement les ajustements de juin et d'août. Ces ajustements font l'objet d'un paragraphe 1, il semble que le paragraphe 2 ait été oublié... S'il est indiqué dans le document le nombre d'équivalents temps plein pour assurer les décharges de direction, qu'en est-il pour les rompus de temps partiels ?

Les documents donnent un état des lieux de la scolarisation des élèves en situation de handicap au 30 octobre, nous aimerions également connaître cet état des lieux au moment de la rentrée.

Dans le « zoom sur quelques sujets d'actualité », nous aurions aimé aussi trouvé un point sur la mise en place des nouvelles modalités de remplacement dans le premier degré. A cinq semaines des vacances de fin d'année, qu'en est-il de cette nouvelle organisation et à quel moment se fera l'information à la profession ?

Concernant les professeur-es en début de carrière dans le 1^{er} degré, quelles sont les raisons qui ont amené trois jeunes collègues à quitter l'Éducation Nationale après seulement quelques semaines de classe ? Comment comprendre que des collègues qui avaient investi du temps et de l'énergie à préparer et obtenir avec succès un concours très difficile aient démissionné une fois confrontés à la réalité de nos conditions d'exercice ?

De même, nous sommes une fois de plus atterrées face à l'impréparation de l'organisation de l'année des M2 alternant-es : comment, lorsque l'on est étudiant-e, peut-on préparer un stage de 6 jours en responsabilité dans un cycle et une classe encore inconnue une semaine avant le début du stage ?

En quoi cette contractualisation s'apparente-t-elle à une formation sachant que les M2 sont livré-es à elles-mêmes ? Quel respect l'Éducation Nationale a-t-elle envers des élèves qui devraient tous pouvoir bénéficier de l'enseignement prodigué par un professionnel correctement formé ?

Pour terminer sur une note plus optimiste concernant le 1^{er} degré, la FSU 21 se réjouit de voir apparaître un peu de féminisation dans ces documents et espère voir bientôt apparaître à côté des « chefs et cheffes d'établissements », les directeurs et les directrices.

Concernant le bilan de cette rentrée dans le second degré, certaines priorités affichées n'ont rien à voir avec la réalité ! En effet l'une d'entre elle est « l'approfondissement de l'école inclusive pour permettre à tous de suivre une scolarité épanouie », avec la création des PIAL et la mutualisation des AESH, certains élèves en situation de handicap ont moins d'heures d'accompagnement qu'auparavant... Par ailleurs pouvez-vous nous assurer que toutes les notifications MDPH sont honorées ? Il est fréquent que ces élèves n'aient pas une scolarité épanouie.

Le deuxième point qui nous semble en contradiction avec la réalité du terrain est « l'accompagnement renforcé des élèves allophones, en effet certains arrivent maintenant dans le second degré et n'ont aucune heure de FLE. Ces élèves sont confrontés à de grandes difficultés, tout comme leurs enseignants qui ne parviennent pas à communiquer avec ces élèves. On les oblige aussi à suivre ce que nous appelons communément une langue vivante 2 qui est en fait pour eux est une troisième langue vivante étrangère !

Comme tous les ans, nous continuons de dénoncer les réformes qui se succèdent et qui ont pour conséquences de pousser certains élèves vers l'enseignement privé. Cette année, on observe une augmentation de 48 élèves dans les collèges privés. Or nous ne voyons pas si les moyens de ces établissements ont augmenté en proportion ou pas et où ces élèves sont majoritairement accueillis. Est-ce que cette hausse correspond à une forte augmentation dans un seul établissement privé ? Ou est-ce une très faible augmentation dans tous les collèges privés ? De plus, si on regarde les documents transmis, ce qui nous semble le plus préoccupant, c'est la forte hausse d'instructions dans les familles (+174,4%) aussi bien dans le 1^{er} que le 2nd degré. Certes, la crise sanitaire, les périodes de confinement avec les cours en distanciel et la gestion de la COVID par le gouvernement peut expliquer cette forte hausse mais pas seulement ! Les multiples réformes, les classes surchargées ne favorisent pas leur retour à une scolarité plus « normale ». Quel motif parmi les 4 évoqués dans les documents est surtout retenu par les familles pour « déscolariser » leurs enfants ? Est-ce un problème d'accueil lié à la santé de leur enfant car il n'y a pas de classe ULIS à proximité ? Est-ce une incapacité de l'Éducation nationale de répondre à leurs attentes (matériel non adapté au handicap) ? Ou autres ?

Nous remarquons positivement que cette année, vos prévisions dans le 2nd degré sont très proches des effectifs réellement constatés dans les collèges. Mais nous regrettons qu'avec **144 élèves en moins dans les collèges du département par rapport à l'an dernier, la DHG finale des collèges a encore baissé de 266.3 heures** ! La baisse des moyens chaque année accélère l'aggravation de nos conditions de travail. Ainsi on observe que les classes de 6^{ème} dépassent les 28 élèves par classe dans presque une vingtaine d'établissement ! Concernant les moyens, nous constatons encore que le besoin d'abondement dans de

nombreux établissements était criant. Nous sommes aussi forcés de constater que cette année, le tableau n'est plus du tout détaillé concernant les ajustements de juin sur les DHG des établissements comme les années précédentes. Ainsi nous n'avons pas le détail par établissement, ni les motifs d'ajustements de ces DHG ! Nous dénonçons fortement ce manque de transparence ! Avec les nombreux retours de collègues que nous avons actuellement, nous sommes contraints de constater que ces ajustements sont loin de satisfaire les besoins actuels « face à la réalité du terrain ». Même si nous sommes satisfaits de voir que ces ajustements correspondent surtout à des heures postes, nous ne sommes pas dupes et nous sommes bien conscientes que les chef·fes d'établissement et l'administration n'avaient plus le choix suite à la forte pression qui avait été faite auparavant au sein des équipes pour accepter des HSA à tout prix ! Cette politique nuit fortement à la réussite des élèves, aux conditions de travail et au travail collectif car comment comprendre que certains collègues TZR soient pressurés, se déplacent dans de nombreux établissements pour quelques heures alors que d'autres ont 5-6 HSA dans la même discipline ! Comment expliquer qu'on propose à un enseignant de faire des heures ailleurs alors qu'il y a des HSA dans l'établissement ? Toute cette politique budgétaire ne prend vraiment pas en compte l'humain – ce qui est tout de même le sens de notre métier !

Concernant les SEGPA, nous regrettons fortement la vision de celle-ci au sein des familles car nous observons une baisse des effectifs en SEGPA d'années en années alors que nous avons de plus en plus d'élèves qui devraient y aller mais les familles rechignent à inscrire leurs enfants dans cette structure à cause de leur perception.

Le constat établi plus haut, du fossé entre ce que vivent les personnels au quotidien et ce qui est décrit par le ministre, se retrouve hélas au plan départemental. La FSU 21 ne peut souscrire au satisfecit qui ressort de ce document : la rentrée s'est certainement bien passée pour un certain nombre de collègues mais pour d'autres, les difficultés se sont cumulées : effectifs chargés, manque d'ATSEM, manque d'AESH, surcharge de travail liée à la crise sanitaire, mais pas que, gestion de classe avec un, voire plusieurs élèves perturbateurs, postes difficiles attribués à des débuts de carrière... la liste est longue !

Pour toutes ces raisons, la FSU appelle à continuer la mobilisation contre toutes les régressions sociales et dénonce l'absence de moyens supplémentaires alloués à l'Éducation nationale pour faire face aux enjeux de cette rentrée. En effet, la FSU rappelle ses revendications d'alléger et/ou d'aménager les programmes scolaires et surtout de procéder à un recrutement massif de personnels. La construction de la confiance, pour la FSU, correspond à l'écoute des besoins et des demandes des personnels. Ceci doit inévitablement passer par la mise en œuvre d'un cadre paritaire seul à même de s'assurer que les choix opérés vont bien dans le sens de l'intérêt général, c'est-à-dire la construction de l'égalité des droits des personnels comme des usagers des services publics. Nous sommes conscients que vous devez gérer au mieux la pénurie organisée par le gouvernement. **Pour la rentrée 2022, la FSU revendique une hausse des moyens, la révision et une plus grande transparence du mode de calcul et de la répartition des moyens attribués aux établissements dans un cadre paritaire dès maintenant en amont de la préparation de la prochaine rentrée ! De plus, nous regrettons l'absence d'avancées sur le protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la fonction publique.**